

MONNAIES LOCALES: DEMOCRATIES VITALES

moyens de lutte pour regagner le marché libre et l'intérêt commun

Thomas H. Greco

Ce manuel pratique d'économie locale

- présente des mécanismes économiques qui valorisent équitablement le travail et tiennent compte de la réalité de l'abondance terrestre et de ses limites,
- montre comment des groupes volontaires peuvent revitaliser l'économie locale malgré la finance,
- démontre la vraie nature de la monnaie et les nouvelles façons de la transformer.

Première Partie

REALITES MONETAIRES ET ILLUSIONS OFFICIELLES

"Ce livre lève le voile sur le pouvoir secret de création de la monnaie et explique lucidement comment des monnaies locales peuvent rendre ce pouvoir à ceux qui créent de la richesse. Il est destiné à devenir le manuel de référence pour les actifs du monde associatif, pour les acteurs de l'économie et pour tout citoyen conscient"
Gordon Davidson

Titre original
NEW MONEY FOR HEALTHY COMMUNITIES

© 1994 Thomas H. Greco, Jr.
All rights reserved

ISBN 0-9625208-2-9

Thomas H. Greco, Jr., Publisher
Tucson, Arizona 85733
U.S.A.

pour l'édition française
© 2000 Anton Pinschoff

traduit de l'américain par
la Compagnie signaléthique du Bord du Gouffre
composée d'adhérents de SELs bretons
sous la direction de Anton Pinschoff

PREMIÈRE PARTIE

RÉALITÉS MONÉTAIRES ET ILLUSIONS OFFICIELLES

Chapitre I - **Vers un nouvel ordre mondial**

- Conscience planétaire et conscience humaine
- Corriger les erreurs du passé

Chapitre II - **Qu'est-ce que l'argent ?**

- La nature essentielle de l'argent
- Les formes de la monnaie à travers l'histoire
- Le circuit de la monnaie

Chapitre III - **Le pouvoir et la place de l'argent**

- Le pouvoir inhérent à l'argent
- La place de l'argent dans l'interaction humaine

Chapitre IV - **En quoi l'argent officiel ne tourne pas rond**

- Les symptômes de la maladie
- Trois dysfonctionnements de l'argent officiel
- Comment l'argent est-il créé ?
- Pourquoi il n'y a jamais assez d'argent
- En quoi l'argent est mal réparti
- En quoi l'argent pompe les pauvres au profit des riches
- Le piège de l'usure

Chapitre V - **La désintégration des économies locales**

- Evolution historique de la manipulation des facteurs économiques
- La manipulation sociale par l'argent et la finance
- La désintégration sociale

Chapitre VI - **L'argent et la Constitution américaine**

- La consolidation du pouvoir par l'argent
- La fin des empires

Chapitre VII - **Rétablir l'intégrité des collectivités et de l'économie humaine**

- Collectivités saines, monde sain
- Deux stratégies fondamentales
- Qui dit petit et local dit beau
- Comment amener l'argent sous contrôle local
- Banque communautaire et libération de l'argent
- Pourquoi des monnaies locales ?

PREMIÈRE PARTIE RÉALITÉS MONÉTAIRES ET ILLUSIONS OFFICIELLES

Chapitre I Vers un nouvel ordre mondial

"C'est la monnaie qui décidera du destin de l'humanité"
Jacques Rueff (1)

Conscience planétaire et conscience humaine

Maintes cultures ont soutenu que la terre est un être vivant au sein duquel toute espèce joue un rôle vital. C'est une perspective qui est maintenant également courante dans notre propre culture. Les humains y sont vus comme une *conscience planétaire* (2). Cette identité émergente commence à modifier *notre* mode de vie et pourrait changer le cours de l'histoire si nous le permettons. Imaginons un monde dans lequel la guerre et tout autre abus de pouvoir ne seraient que mémoires brumeuses, où l'on ne mourrait pas de faim, où les peuples s'arrangeraient entre eux et où le viol de la Terre aurait cessé.

Pour qu'une telle situation se produise, nous devons la croire possible, et ensuite nous trouverons les moyens d'y arriver car *la foi est la substance des choses espérées* (3). Nos actions émergent de nos visions et de nos idéaux. Nous, humains, dans notre rôle de cocréateurs, avec ou sans *Puissance Suprême*, avons beaucoup à faire. Il y a, au niveau individuel, nos peurs et nos doutes à confronter, et des responsabilités à assumer dans la résolution des dilemmes ; il y a aussi au niveau local des conflits inévitables à saisir comme autant d'occasions de dépasser nos perceptions limitées et, pour la société, il y a des réalités nouvelles à construire pour soutenir et nourrir, plutôt que forcer et brutaliser les gens.

L'économie motive la politique, et la finance est le mécanisme central par lequel s'exerce le pouvoir économique du monde moderne. L'histoire des États-Unis montre comment le pouvoir, pas à pas, a émigré du peuple et de ses collectivités locales, ainsi que de ses États, en direction de la Fédération en général et de sa branche exécutive en particulier. Et c'est seulement à partir d'une étude de l'histoire monétaire, que l'on peut se rendre compte de cette émigration de pouvoir.

Parmi les obstacles à l'amélioration de la condition humaine, figure, je le crois profondément, notre dépendance vis-à-vis du pouvoir de la finance et la nature de son élément primaire, la monnaie. La nature dominante de ces institutions est analogue aux hiérarchies ecclésiastiques et aux monarchies du passé. Leur temps sera vite révolu.

De nouvelles structures évolutives se développent, qui se basent sur des valeurs et des suppositions différentes. Ces structures doivent être plus équitables, démocratiques et souples (4). Elles doivent s'établir de manière à promouvoir l'expression de valeurs telles que service public, justice, fraternité et coopération plutôt que privilège, avarice et égoïsme. Ainsi, elles ne seront pas en compétition avec les institutions existantes mais se développeront en parallèle, en proposant des options opérationnelles qui serviront mieux les besoins des peuples et de la Terre, pendant que l'ordre ancien continuera son déclin.

Corriger les erreurs du passé

Beaucoup de nos attitudes sociales se basent sur des notions erronées et autodestructrices. Parmi elles, les plus insidieuses sont :

- l'idée que l'univers ait été créé pour les humains, que l'humanité doive dominer la création et la manipuler pour ses besoins, et que la nature soit l'ennemi à subjuguier et à contrôler ;
- la division des peuples en classes et castes, *nous* et *eux*, nobles et paysans, professionnels et clients, maîtres et masses, seigneurs et saignés ;
- la croyance qu'il est juste pour un État, au nom d'une majorité, de réquisitionner des personnes ou des choses pour raison d'État ;
- la croyance que la terre et les ressources naturelles, héritage de toute vie terrestre, peuvent être traitées comme propriété (dont nous sommes *privés*), pour être achetées et vendues, usées et abusées, retenues en objets de spéculation pécuniaire ;
- la croyance qu'il est utile de donner en monopole à quelques-uns le privilège de création de *monnaie endettée*. Ce qui signifie que cette monnaie peut devenir objet de rétention sans risque pour, ensuite, être vendue (prêtée avec intérêts) et revendue avant d'être réellement un moyen d'échange (*).

C'est le dernier point qui nous concerne le plus ici. Le pouvoir centralisé du monde, de nos

jours, est fondé sur le pouvoir de frapper monnaie (**). Parce que la monnaie commande des ressources et parce que nous trouvons cette situation naturelle, l'infime minorité qui contrôle la création de la monnaie peut s'approprier, comme bon lui semble, de vastes ressources sans même que cela soit visible. Toute la machinerie de la finance ne sert que les intérêts du pouvoir central (***) .

L'élément-clé d'une stratégie pour transformer la société doit, par conséquent, être la libération de la monnaie et des processus d'échange. Si la monnaie est libre de tutelle, le commerce le sera. Si le commerce est libre, les peuples auront le pouvoir suffisant à leurs capacités de se servir mutuellement. La libération du capital et de la Terre ainsi que le contrôle populaire de la politique suivront naturellement. Une fois établis des mécanismes d'échange équitables, il ne sera plus possible que des privilégiés s'approprient la plus grande partie des terres et des ressources productives et, par conséquent, le pouvoir politique (****). Ce livre traite donc spécifiquement de la création et du contrôle de la monnaie, de ses substituts, et des moyens d'échange de toute sorte.

Les chapitres qui suivent vont traiter de la nature de la monnaie, de ses usages et abus, des processus par lesquels les individus et collectivités ont été privés du pouvoir et des manières dont ils ont fait face au pouvoir central. Ils vont esquisser des stratégies douces pour rétablir l'économie locale et écologiquement durable ; stratégies basées sur des moyens d'échange endogènes et autogérés et sur des méthodes participatives pour l'allocation des capitaux.

Chapitre II Qu'est-ce que l'argent ?

«L'argent est un système d'information pour la répartition de l'effort humain»
Michael Linton

La nature essentielle de l'argent

La question : "Qu'est-ce que l'argent ?" peut nous sembler triviale, nous qui, en ces temps modernes, en faisons un usage constant, mais c'est la confusion qui entoure l'essence même de l'argent qui a permis d'en abuser et de mal le situer. Dans l'économie classique, l'argent est défini comme : 1° moyen d'échange, 2° mesure des valeurs, 3° unité comptable, 4° réserve de valeurs, et 5° mesure pour les paiements échelonnés. Ces définitions posent plusieurs problèmes, mais leur première inadéquation réside dans le fait qu'il s'agit de définitions fonctionnelles ; elles indiquent ce que fait l'argent, et non pas ce qu'il est. Nous avons besoin de comprendre l'essence de l'argent. Une fois que nous aurons saisi cette essence, nous pourrions commencer à concevoir des systèmes d'échange qui permettraient de répondre équitablement aux besoins des gens et à ceux de la Terre.

Le processus de l'échange économique implique toujours deux parties. Le processus primitif de l'échange est le troc. Lorsque Smith remet à Jones un sac de farine et que Jones donne à Smith un cageot de pommes, une opération complète de troc a eu lieu. Les deux parties sont satisfaites et toutes deux ont tiré profit de l'échange. Le problème, dans le cadre de l'échange simple, réside bien sûr dans le fait que, s'il se peut que Jones soit effectivement intéressé par la farine de Smith, il se peut aussi qu'il ne possède rien de ce que Smith désire. Dans ce cas, aucune transaction ne peut avoir lieu. Le but fondamental de l'argent est de transcender cette limite du troc. Bilgram et Levy disent : "*Nous devrions (...) définir la monnaie comme tout moyen d'échange qui répond à l'inadéquation du simple troc. Tout ce qui répond à ce but est monnaie*" (5).

La monnaie est donc un *vecteur d'échange* qui transcende les limites du troc. Mais de quoi est fait un moyen d'échange et comment un partenaire impliqué dans une transaction va-t-il obtenir ce qu'il veut, même s'il ne possède rien de ce que l'autre désire ? Bilgram et Levy poursuivent leur explication : "*La qualité toute particulière de l'argent réside dans le fait qu'il est généralement accepté sur le marché et pour l'acquittement des dettes. Comment l'argent se dote-t-il de cette qualité spécifique ? C'est manifestement dû à un simple consensus des membres de la communauté sur les moyens d'échange, comme des objets précieux, des pièces métalliques ou certaines formes de crédit*" (6).

Nous pouvons constater que l'essence de l'argent consiste en un accord sur quelque chose qui, en soi, n'a pour nous aucune utilité fondamentale, mais dont nous sommes assurés qu'il pourra être échangé sur le marché contre un bien ou un service.

Michael Linton, qui est à l'origine du système d'échange que l'on appelle LETS (Local Employment and Trading System), nous a fourni une définition essentielle de l'argent comme *un système d'information pour la répartition de l'effort humain* (7).

Tout moyen que nous utilisons comme argent devient porteur d'information. La possession d'argent, sous toutes ses formes, représente, pour celui qui le détient, une obligation, une créance dont lui est redevable la communauté. La légitimité de cette créance a besoin d'être garantie d'une manière ou d'une autre. Le fait de posséder de l'argent devrait prouver que son détenteur a émis une valeur auprès de quelqu'un et qu'il a, en conséquence, le droit de recevoir en contrepartie une valeur identique ou, encore, que le détenteur a reçu cet argent, en cadeau ou par un autre transfert, de la part d'un tiers qui a émis une valeur.

Les formes de la monnaie à travers l'histoire

Dans l'histoire, la monnaie a pris différentes formes. Mais, dans l'usage courant, les formes d'argent sont devenues, peu à peu, plus abstraites. Autrefois, certaines denrées étaient utilisées comme monnaie d'échange. Il en allait ainsi de produits comme le sel, le bétail, le grain et le tabac. Le tabac servait souvent de monnaie d'échange dans l'Amérique coloniale. La monnaie matérialisée par les denrées porte en elle une valeur que les partenaires des transactions peuvent facilement évaluer. L'utilisation de denrées comme moyen d'échange revient bien à faire du *troc indirect*. De telles denrées conviennent bien à l'échange parce qu'elles sont utiles en elles-mêmes et qu'elles font généralement l'objet d'une demande. Il se peut que je n'ai moi-même pas besoin de tabac, mais si je sais qu'il est facilement commercialisable, je peux très bien l'accepter comme moyen de paiement lorsque je vends mes marchandises ou mes services.

L'utilisation de métaux précieux comme valeur monétaire n'est pas, dans sa nature, tellement différente de l'utilisation de toute autre denrée. L'or et l'argent en sont venus à être utilisés à grande

échelle comme unités monétaires parce qu'ils avaient l'avantage d'être plus commodes et plus durables et, en particulier, quand des pièces au poids et à la pureté certifiés étaient poinçonnées .

Plus tard, il est devenu plus pratique d'utiliser du papier-monnaie et des pièces en vil métal, qui étaient les représentations symboliques de la valeur de référence, spécialement l'or et l'argent, et qui pouvaient être remis au vendeur qui les échangerait contre le métal qu'ils représentaient. Le système bancaire moderne a continué à développer le système d'émission de papier-monnaie contre *des réserves fractionnelles*, c'est-à-dire que les banques ont édité plus de *chèques à valeur de créances* qu'elles n'avaient d'or à donner en contrepartie.

La monnaie, sous forme de denrées et de créances écrites, a laissé progressivement la place à des billets non remboursables, au crédit bancaire, et à des comptabilités informatiques qui, tout en présentant certains avantages, permettent aussi à ceux qui les émettent d'en abuser plus facilement. Ainsi la monnaie devient de moins en moins transparente pour les usagers.

Aujourd'hui, la plus grande partie de la monnaie se trouve dans le crédit bancaire, avec un petit pourcentage dans les billets émis par la Banque centrale aux États-Unis : la Federal Reserve Bank. Cependant, ces billets ne sont que le symbole de l'argent ayant son origine dans le crédit bancaire et changé ensuite en billets.

Le circuit de la monnaie

Pour bien appréhender ce que représente la monnaie, il est nécessaire d'accepter cette notion essentielle : la monnaie a un commencement et une fin, elle est créée et elle s'éteint. Cet état de fait est représenté sur la figure 2.1 qui illustre la monnaie dans sa conception idéale. Dans un premier temps, la monnaie est créée, comme nous le verrons plus loin, par un acheteur qui la donne à un vendeur pour attester d'une valeur reçue. La monnaie émise peut être appréhendée comme un titre d'obligation que l'acheteur utilise pour payer des marchandises et des services. Ce billet pourrait circuler de main en main de telle façon que chaque bénéficiaire l'utilise pour payer ses propres achats. Finalement, cette monnaie est susceptible de revenir à l'émetteur d'origine qui la recouvre en vendant une valeur.

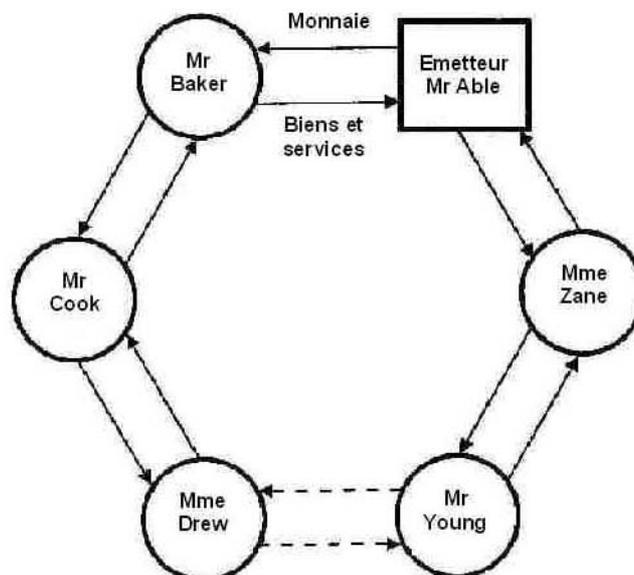


Figure 2.1 - le circuit monétaire idéale

A titre d'exemple, étudions le processus décrit sur la figure 2.1 La personne à l'origine de la monnaie, M. Able, achète auprès de M. Baker quelque chose d'une certaine valeur. Il donne à M. Baker un billet qui atteste de la valeur reçue. Ensuite, M. Baker utilise le billet pour acheter quelque chose auprès de M. Cook qui, à son tour, l'utilise pour faire un achat auprès de Mme Drew. Le billet peut continuer à changer de mains autant de fois que d'autres personnes l'utiliseront pour acheter (ceci est symbolisé par les lignes en pointillé tracées entre Mme Drew et M. Young) mais, pour finir, le billet peut revenir à M. Able. A ce stade, M. Able a rempli l'obligation, qui lui incombait, de recouvrer la valeur qu'il avait émise. Il le fait en vendant des biens et des services de valeur équivalant à son tout premier achat, acceptant alors comme moyen de règlement, entre autres, la monnaie qu'il a lui-même créée.

Maintenant, supposons un groupe de partenaires, impliqués dans des transactions, qui conviennent d'accepter ces billets. Supposons que ceux-ci ne puissent plus être distingués les uns des autres. Ces billets standardisés peuvent prendre toutes les formes que la collectivité aura décidé.

Ils peuvent se présenter sous forme de certificats de papier, de pièces métalliques ou de simples chiffres sur un livre de comptes. Chaque membre du groupe obtient une provision de ces valeurs prédéterminées et il peut les mettre en circulation.

Au lieu de signer un billet pour payer son achat, M. Able, qui est à l'origine de la monnaie, donne à M. Baker des billets standard. Comme auparavant, M. Baker utilise alors cette monnaie pour acheter quelque chose à M. Cook qui, à son tour, l'utilise pour acheter quelque chose à Mme Drew, etc. M. Able est toujours tenu de recouvrer les billets qu'il a émis. C'est-à-dire qu'en vendant, il doit accepter comme moyen de paiement des billets d'une valeur au moins équivalente à ceux qu'il a émis lors de l'achat originel.

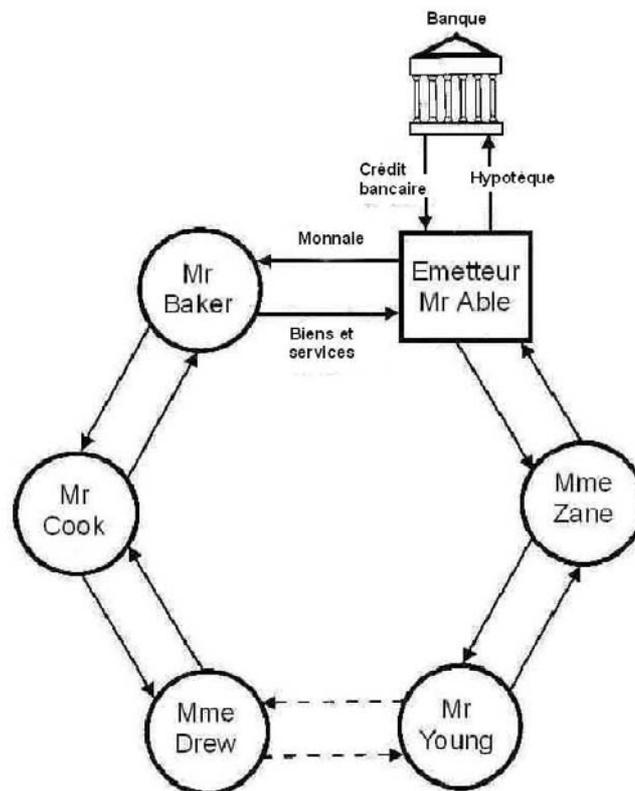


Figure 2.2 – le circuit du crédit bancaire : phase d'emprunt

L'excellente démonstration de E.C. Riegel vient éclairer davantage encore cette conceptualisation de la monnaie :

"La monnaie n'existe tout simplement pas tant qu'elle n'a pas été acceptée en échange. Ainsi, deux facteurs sont indispensables à la création de la monnaie : un acheteur qui l'émet et un vendeur qui l'accepte. Sachant que le vendeur compte bien à son tour émettre de nouveau cette monnaie auprès d'un autre vendeur, on verra alors que la monnaie naît, non pas de l'autorité, mais de l'intérêt mutuel et de la coopération entre participants. L'idée que le gouvernement puisse émettre de l'argent pour les gens est totalement absurde. La monnaie peut être émise uniquement par un acheteur pour lui-même et, à son tour, celui-ci doit être un vendeur concurrent afin de récupérer sa mise et ainsi parachever le cycle. Une personne qui émet de la monnaie en échange de biens ou de services qu'elle achète sur le marché, doit elle-même mettre sur le marché des biens et des services. L'essence de l'argent réside dans cette simple règle d'équité (8)".

Riegel a lui-même défini une *monnaie d'entrepreneur* qui rejoint cet idéal de très près (9). Cependant, dans le système bancaire actuel, la personne qui est à l'origine d'une monnaie doit, avant de la mettre en circulation, obtenir l'autorisation d'une banque commerciale. C'est ce qui se produit lorsque l'on postule pour un *prêt*. La banque évaluera la capacité de *crédit* de M. Able et estimera la valeur de ses cautions. Supposons que M. Able propose sa ferme comme garantie d'*emprunt*. Il signe un accord que l'on désigne sous le nom d'hypothèque et, à son tour, la banque crédite son compte d'autant de dollars équivalant au montant principal du prêt. Ceci est représenté sur la figure 2.2. En effet, M. Able donne le droit de saisir sa ferme (l'hypothèque), en échange de quoi il reçoit des billets standard (un crédit bancaire ou des billets de banque), que d'autres accepteront en paiement pour des achats. Selon la pratique courante, il a obtenu l'autorisation

d'émettre des chèques ou de retirer de l'argent liquide à hauteur du montant de son *emprunt*.

Comme avant en vendant, M. Able s'est créé l'obligation, vis-à-vis de la communauté, de recouvrer par des ventes un montant équivalent à celui qu'il a émis en dépense. Mais, en plus, il s'est créé l'obligation de restituer à la banque le montant de la somme qu'il a *empruntée*, plus les *intérêts*. En conséquence, il doit effectuer suffisamment de ventes pour recouvrer, non seulement le montant de la somme qu'il a *empruntée*, mais également un montant supplémentaire pour payer les intérêts. S'il y parvient, il peut faire lever l'hypothèque par la banque ; à défaut, il perd sa ferme. Lorsqu'il rembourse la banque, la monnaie qu'il a émise est éteinte. La phase d'amortissement du processus est illustrée sur la figure 2.3. Notons que le schéma présente une ligne en pointillés intitulée *intérêts*, ligne qui vient de l'extérieur du circuit vers M. Able et qui va vers la banque.

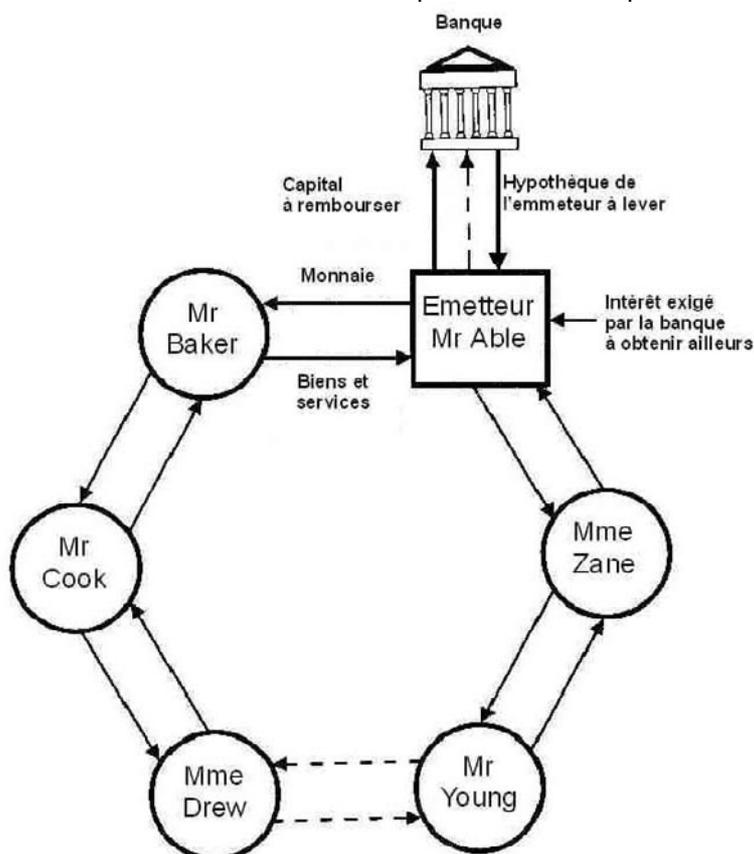


Figure 2.3 - le circuit du crédit bancaire : phase d'amortissement

Dans ce scénario, M. Able, et non pas la banque, est toujours l'émetteur. La banque n'a pas réellement prêté quoi que ce soit, elle a simplement converti la valeur de la ferme de M. Able en forme négociable. Elle a utilisé son autorité légale pour *créer* de la monnaie en ajoutant l'équivalent en crédit sur le compte-chèques de M. Able ou en lui donnant le montant égal sous forme de billets de banque, et ce, en contrepartie de son hypothèque ou de sa reconnaissance de dette. Le montant supplémentaire que l'on réclame à M. Able en intérêts n'existe pas dans ce circuit. Il peut seulement provenir d'ailleurs, d'un autre circuit similaire, c'est-à-dire de l'argent émis par un autre *emprunteur* qui s'est également endetté vis-à-vis de la banque. Ainsi, l'addition d'intérêts sur les *emprunts* bancaires sur lesquels se base la nouvelle monnaie provoque une pénurie d'argent en circulation, empêchant certains débiteurs de gagner, en retour, suffisamment pour recouvrer les biens hypothéqués. En conséquence, le système actuel offre la garantie qu'il y aura toujours un flot continu de perdants (10).

Que ceux qui ont gagné de l'argent demandent des intérêts, lorsque cet argent est réutilisé, est une chose. C'en est une autre que les banques *s'additionnent* des intérêts sur de l'argent nouvellement créé sur la base de l'endettement. Dans ce dernier cas, le volume d'argent en circulation doit continuellement être élargi afin d'éviter la stagnation économique. Dans le climat monétaire actuel, l'État s'est complu dans le rôle de perpétuel emprunteur. En monétisant une partie des déficits budgétaires, la banque empêche que la masse monétaire ne se retrouve trop à la traîne derrière la croissance de la *dette* contractée par des *emprunteurs*. La politique monétaire du moment rendra la monnaie *facile* ou *rare*. C'est-à-dire qu'elle décidera si, oui ou non, la monétisation de la dette nationale sera suffisante pour fournir aux *emprunteurs* les montants nécessaires au paiement de leurs *dettes*. Ces actions menées par la Banque centrale influent largement sur les cycles économiques avec leurs périodes d'inflation et de déflation.

Chapitre III

Le pouvoir et la place de l'argent

"L'argent est devenu un anneau que nous portons en travers du nez"
Mark Kinney

Le pouvoir inhérent à l'argent

Le pouvoir de l'argent réside dans le fait que, dans toute société industrielle moderne, il est facilement accepté en échange de tout ce qu'un individu peut vouloir. L'effet est potentiellement libérateur car il encourage la spécialisation du travail qui, à son tour, procure davantage de satisfaction personnelle et d'efficacité économique. L'individu et la communauté retirent chacun du bénéfice lorsqu'une personne a la possibilité de faire le travail qu'elle aime et pour lequel elle a le plus de compétence. Dans l'idéal, tout ce qui facilite l'échange accroît la possibilité de répondre aux besoins des gens. Dans la pratique, cela ne fonctionne pas toujours ainsi.

L'utilisation de l'argent est un phénomène collectif auquel chaque individu s'habitue très tôt. Les enfants, dès quatre ou cinq ans, savent déjà que leurs désirs matériels peuvent être satisfaits, dans les magasins, contre de l'argent. C'est une convention sociale qui dérive de notre mentalité, de nos valeurs, de nos attitudes et de nos croyances. Dans la société moderne occidentale, l'une des marques principales de notre conditionnement se trouve dans l'importance que nous donnons au côté physique de notre existence et dans notre éloignement de la nature et de l'âme de notre espèce. La création et l'utilisation de l'argent ont été perverties lorsque l'argent est devenu un instrument de pouvoir. Ceci est né avec le monopole de sa création et la manipulation politique de sa distribution au profit d'une minorité favorisée et au désespoir de la majorité.

Posséder de l'argent revient à posséder le pouvoir car, avec de l'argent, un individu peut obliger les autres à se soumettre à sa volonté. L'argent est donc devenu ce que Mark Kinney décrit comme *un anneau que nous portons en travers du nez* et qui permet à celui qui le contrôle de nous diriger. Il y aura toujours quelques *taureaux enchaînés* qui trouveront la force et la volonté de se libérer de leurs entraves, mais notre libération collective résultera de notre capacité à comprendre comment nous sommes contrôlés par l'argent et de l'action que nous mènerons pour changer les structures.

La place de l'argent dans l'interaction humaine

Ceci n'a pas pour but de dire que l'argent ou son utilisation sont mauvais en eux-mêmes. Au contraire, la bonne monnaie, utilisée à bon escient, est un instrument de libération qui peut permettre l'expression de la créativité humaine et la réalisation d'une vie digne pour chacun. Ceux qui, sur cette question, aiment se référer à la Bible se trompent en général. La Bible ne dit pas que l'argent est la racine de tout mal. Elle dit que l'amour de l'argent (11) est une des racines du mal. Mais dans ce contexte précis, le mot *argent* se traduit plus exactement par les notions de *richesse* ou d'*opulence*, et non pas comme moyen d'échange. Le but de ce verset est de nous mettre en garde contre la recherche exacerbée de bénéfices matériels.

L'argent, comme moyen d'échange, n'a pas atteint son potentiel libérateur : essentiellement parce qu'il a été monopolisé par un pouvoir central mais, aussi, parce que l'utilisation de l'argent et des marchés a été étendue à des domaines auxquels d'autres mécanismes d'échange conviennent mieux. Par exemple, à l'intérieur de la famille et du clan, là où les relations sont proches et personnelles, et là où les soins sont une des préoccupations principales, les besoins sont facilement évalués, les responsabilités facilement attribuées et l'altruisme généralement exprimé. L'échange gratuit de cadeaux et le partage, plutôt que l'achat et la vente, conviennent facilement dans ces situations.

L'utilisation de l'argent à l'intérieur du ménage, de la famille ou du clan, nuit aux fonctions humaines et au bien-être du groupe. L'argent est plus approprié pour les échanges impersonnels qui doivent intervenir entre les groupes sociaux, c'est-à-dire en tant qu'instrument de médiation entre les importations et les exportations.

Afin de le comprendre, on peut comparer le système économique au corps humain. Comme le sang qui facilite la circulation d'éléments nutritifs entre les cellules, les unités socio-économiques ont l'argent comme moyen de transfert entre elles.

Une unité économique primaire peut consister en un ménage ou groupe de ménages. C'est une entité au sein de laquelle tous les processus de production, d'échange et de consommation ont leur place. Bien sûr, il y a toujours une certaine portion d'importation ou d'exportation, de biens et de services, dont la nature et la quantité varient selon les besoins et les ressources du groupe.

La bonne santé d'une société dépend de la santé de chacune des unités qui la compose.

L'aspect fondamental de cette bonne santé se situe à un haut degré de complexité de la fonction interne qui implique, en ce cas, un haut degré d'autonomie de la personne, du ménage ou du clan. Dans notre organisation sociale (et l'argent est bien entendu un mécanisme social), il ne devrait pas y avoir d'empêchement à ce que l'unité sociale fonctionne librement en tant qu'unité économique. Cela veut dire que les restrictions de flux économiques au sein des unités, ou entre elles, devraient être minimales. La taxation de l'échange constitue une entrave majeure et est un frein à l'économie. Il faudrait donc éviter les taxes sur les salaires et sur la vente au détail.

Chapitre IV

En quoi l'argent officiel ne tourne pas rond

"Le processus dont se servent les banques pour créer de l'argent est si simple qu'il en est repoussant pour l'esprit"

John Kenneth Galbraith

L'argent est le *support de conscience* de nos vies économiques et c'est l'élément central autour duquel s'organisent bon nombre de nos échanges relationnels. Il n'est pas exagéré de dire que la qualité et l'essence de notre outil d'échange, notre argent, sont des éléments cruciaux de notre qualité de vie, de nos interactions sociales, de nos priorités personnelles, de notre relation à la Terre et même de notre capacité à satisfaire nos besoins vitaux. L'argent est aux gens ce que l'eau est aux poissons. Nous n'en avons pas du tout conscience. Mais lorsque l'eau est polluée, les poissons meurent. Quand l'argent est *pollué*, la maladie atteint notre économie et les gens souffrent parce que leurs besoins matériels ne sont pas satisfaits.

Bien que les mécanismes de l'argent, de la finance et de l'échange souffrent de sévères imperfections, peu de gens saisissent la nature fondamentale de ces imperfections et se représentent encore moins la manière d'y remédier. La plupart d'entre nous considèrent que l'argent est une chose naturelle. Or, il mobilise beaucoup d'attention quand il s'agit de joindre les deux bouts mais, en temps normal, nous ne nous arrêtons pas pour nous interroger sur ce qu'il représente réellement, sur son origine ou sur la manière dont il est créé. Nous payons un prix énorme pour notre ignorance. L'argent est devenu un problème urgent.

Etant donné que l'argent est un système d'information, décrivons la faille au niveau de l'information qu'il véhicule, et expliquons pourquoi cette information est inexacte, incomplète ou fautive. En vérité, le système monétaire officiel s'est transformé en un système *d'information erronée*. Notre système monétaire et financier, qui relève d'un monopole, est aussi éloigné du libre-échange que les médias hautement surveillés des pays totalitaires le sont de la presse libre et indépendante. Tout comme la presse peut être détournée en machine de propagande au service d'un régime dictatorial, la finance a été détournée en une machine à privilèges au service d'un pouvoir centralisé.

Les symptômes de la maladie

Les symptômes apparaissent de manière évidente et nos médias en sont quotidiennement pleins : inflation, chômage, banqueroutes, faillites dans les fermes, les foyers ou dans les affaires, insolvabilité et appauvrissement en constant accroissement, sans-abris, fossé qui se creuse entre les *possédants* et les *non possédants*. Tout ceci explique probablement, pour une grande part, la détérioration sociale et écologique, le crime violent, le suicide, l'abus d'alcool et de drogues, le vol, le détournement de fonds ainsi que la pollution de la terre, de l'eau et de l'air. Ces phénomènes ne sont pas des accidents, ils découlent des inadéquations et des erreurs inhérentes aux structures de pouvoir que les humains ont eux-mêmes créées.

Trois dysfonctionnements de l'argent officiel

L'argent officiel présente des dysfonctionnements élémentaires :

- il n'y en a jamais assez pour répondre aux besoins pour lesquels il a été créé ;
- il est mal distribué à la source, en allant, non pas à ceux qui en ont le plus besoin ou à ceux qui l'utiliseront de la manière la plus efficace, mais à des centres de pouvoir politique et à ceux qui contrôlent déjà les grands pôles de richesse (comme les grandes industries) ;
- il pompe systématiquement les pauvres au profit des riches.

Chacun de ces points sera expliqué en temps voulu mais, pour ce faire, nous devons d'abord expliquer comment l'argent est créé dans notre système monétaire actuel.

Comment l'argent est-il créé ?

La création de la richesse et la création de l'argent sont deux choses totalement différentes. La richesse est créée par l'intervention humaine sur les ressources naturelles, par des moyens innombrables qui produisent des biens et des services utiles. Produire des aliments, fabriquer des ordinateurs, construire des maisons et publier un journal sont des exemples de production de richesses. D'un autre côté, la monnaie est un artifice humain créé dans le cadre d'un système de *banques d'émission*. Aux États-Unis, ce sont principalement les banques commerciales qui créent la masse monétaire sous forme de dépôts bancaires (ou crédit bancaire).

En effet, la part essentielle de notre monnaie se trouve en dépôt sur les comptes en banque. Seulement 30 % de la réserve de monnaie est représentée par les pièces ou les billets de banque

que nous utilisons quotidiennement. Selon la Federal Reserve Bank de Chicago :

"Les billets et les pièces représentent une portion relativement faible de la masse monétaire. Environ 69 %, autrement dit 623 milliards de dollars sur les 898 milliards de dollars représentant la masse monétaire totale en 1991, se trouvaient sous la forme de dépôts de transaction" (12).

Même les billets de la Réserve Fédérale, bien qu'imprimés par le Trésor des États-Unis, sont mis en circulation par le système bancaire qui les achète au Trésor au prix de l'impression. La monnaie est créée comme crédit bancaire. Le papier monnaie peut alors être échangé contre du crédit bancaire à chaque fois que les personnes préfèrent avoir de l'argent en billets. Quel que soit le montant de papier-monnaie retiré des banques, il est débité sur le compte de quelqu'un. Ainsi, même la part de la provision d'argent qui apparaît sous forme de pièces ou de billets, trouve son origine dans le crédit bancaire.

Le montant de crédit que l'ensemble du système bancaire peut créer est déterminé par la politique de la Réserve Fédérale, le cartel bancaire privé auquel a été octroyé le pouvoir sur la monnaie des États-Unis. La part qui est allouée à chaque banque est déterminée par le montant des dépôts que la banque est capable d'obtenir de ses clients comme réserve (13).

Les banques agissent à la fois comme créatrices de monnaie et comme dépositaires de cette monnaie. Lorsque vous déposez votre chèque dans une banque commerciale, la banque agit en tant que dépositaire. La monnaie est alors à votre disposition pour que vous émettiez des chèques en contre-valeur. Mais l'argent que vous avez déposé a bien commencé par exister quelque part. Vous l'avez obtenu de votre employeur ; votre employeur l'a obtenu auprès d'un client ; le client l'a obtenu de son employeur ou client ; et ainsi de suite jusqu'à l'origine. Ce qu'il est important de comprendre, c'est la nature de cette origine. Les banques créent de l'argent en faisant des prêts. L'argent que vous avez reçu à travers votre chèque a été créé au moment où la banque, en tant que créatrice de monnaie (ou banque d'émission), a accordé un prêt à quelqu'un et crédité son compte du montant du prêt.

Voici la manière dont cela fonctionne. L'entreprise XYZ se rend dans une banque commerciale et se voit dotée d'un prêt pour étendre son affaire. La banque crédite simplement le compte de l'entreprise XYZ du montant du prêt. Où la banque a-t-elle trouvé l'argent pour créditer l'entreprise XYZ ? Elle ne l'a obtenu de nulle part, elle l'a créé. Contrairement aux caisses d'épargne, qui ne peuvent prêter que l'argent qui leur a été remis, les banques commerciales peuvent créer de l'argent à partir de rien et le mettre en circulation en accordant des prêts.

Ainsi que la Réserve Fédérale décrit le mécanisme elle-même :

L'endettement fait plus que transférer des fonds inutilisés là où ils peuvent trouver une utilité, simplement en remaniant des fonds existants sous la forme de crédit. Il donne aussi le moyen de créer des fonds entièrement nouveaux...

...Le solde d'un compte de dépôt augmente également quand l'institution de dépôt augmente le crédit, que ce soit en accordant un prêt ou en achetant des valeurs auprès de la personne qui effectue le dépôt. En échange du titre de valeur, l'institution prêteuse crédite le compte ou remet un chèque qui peut être déposé dans n'importe quelle autre institution de dépôt. En ce cas, personne ne perd la valeur d'un dépôt. La totalité des liquidités et des chèques en dépôt (le fonds monétaire) est augmentée. De la nouvelle monnaie a vu le jour à travers l'expansion du crédit. De tels fonds nouvellement créés s'ajoutent aux fonds que toutes les institutions financières fournissent en tant qu'intermédiaires entre les épargnants et ceux qui utilisent l'épargne" (14).

...Tous les dépôts bancaires trouvent leur origine au moment même où les banques font crédit à des clients en échange de l'acquisition de différents actifs : billets, promesses de transactions, hypothèques sur l'immobilier et autres valeurs" (15).

C'est juste une manière détournée de dire que les banques créditent votre compte pour le montant du prêt et vous, en retour, vous donnez à la banque une reconnaissance de dette ou une valeur en hypothèque immobilière. Ces instruments, titres d'engagement, hypothèques et valeurs constituent des actifs pour les banques. Ce sont des reconnaissances de dettes que les banques peuvent faire valoir contre la propriété de leurs clients mais, pour les clients, elles représentent des dettes dues aux banques.

Pourquoi il n'y a jamais assez d'argent

On demande toujours aux débiteurs de payer des intérêts sur leurs dettes. Ainsi, les banques

commerciales prêtent ce qu'elles créent à partir de rien, et elles demandent ensuite que *l'emprunteur* paie des intérêts pour ce privilège. Non satisfaites de faire cela, les banques demandent que l'emprunteur apporte en gage un *bien collatéral* qu'elles confisqueront si l'emprunteur ne rembourse pas l'emprunt. Le montant principal est créé au moment où l'emprunt est contracté, mais l'argent qui servira à payer les intérêts qui seront dus ultérieurement n'a pas encore été créé. Ainsi les débiteurs, dans leur ensemble, se retrouvent dans la situation impossible de toujours devoir davantage d'argent qu'il n'en existe. Ils doivent rivaliser entre eux pour obtenir l'argent disponible afin de répondre aux obligations et d'éviter de perdre leur bien collatéral (16).

La Réserve Fédérale admet sans difficulté qu'elle essaie volontairement de maintenir la pénurie d'argent. Dans l'une de ses publications officielles, elle développe cette notion erronée qui consiste à dire que *"la monnaie... tire sa valeur de sa pénurie par rapport à son utilité"* (17). Ceci peut être exact en ce qui concerne la monnaie issue improprement des systèmes de pouvoir, mais ce n'est évidemment pas vrai pour ce qui est de la monnaie créée correctement et soumise à la discipline du libre-échange. Si le gouvernement central et le secteur de la finance s'octroient une part disproportionnée de la richesse du pays, ils sont contraints de restreindre la quantité monétaire qui sera mise à la disposition des autres. Le système actuel est basé sur le *mythe de la pénurie*, mais le monde a besoin de systèmes et de structures qui incarnent la réalité d'un univers d'abondance. Cela signifie la fin de structures permettant inégalité et gaspillage, et la création de structures efficaces qui offrent à tous suffisamment de latitude pour pouvoir satisfaire leurs besoins réels.

En quoi l'argent est mal réparti

L'argent, tel qu'il ressort des banques qui le créent, n'est pas équitablement distribué. Les décisions en matière d'attribution ne sont pas prises démocratiquement mais plutôt par des groupes d'élites de banquiers qui ne répondent pas de leurs actes. Ils agissent en leur propre intérêt, poursuivant les objectifs caractéristiques de toute affaire commerciale : le profit et la croissance.

Ainsi que Ralph Borsodi l'a expliqué :

C'est attristant et scandaleux de voir que l'activité bancaire est aujourd'hui menée comme une entreprise par des gens qui se disent eux-mêmes hommes d'affaires, ce qui, peut-on présumer, signifie qu'il s'agit d'une entreprise dirigée vers le profit. Dans sa nature essentielle, l'activité bancaire est une profession et, comme toute profession, devrait être dirigée vers le service rendu par des hommes dont la motivation serait le service d'abord et toujours. Ces professionnels doivent, bien sûr, recevoir une compensation à la hauteur du travail fourni mais cette compensation, dans son essence, devrait être une rétribution professionnelle et non pas un profit sur les affaires (18).

Cependant, les plus gros abus découlent de la *politisation* de la finance. La banque et l'État sont devenus indissociables et interdépendants. En échange de sa position privilégiée, le cartel bancaire garantit à l'État central la possibilité d'emprunter et de dépenser virtuellement autant d'argent qu'il le souhaite. En dépit de ses protestations publiques, le système bancaire remettra toujours à *flot* les déficits budgétaires de l'État central en *monétisant* la dette. Ce qui signifie que le système bancaire créera suffisamment de monnaie nouvelle pour permettre au marché d'absorber les nouveaux titres d'État qu'il faudra émettre pour financer le déficit. Ainsi, il permet au gouvernement de dépenser autant d'argent qu'il veut sans qu'il y ait augmentation directe des impôts. Le résultat n'est autre que l'inflation que l'on a appelée *l'impôt caché*.

Les économistes disent souvent que l'inflation est causée par l'excès de monnaie en circulation. Cela semblerait réfuter la théorie qui dit que la monnaie manque de façon chronique. La réponse à ceci est que l'inflation n'est pas due à la quantité de monnaie, mais au fait qu'une partie de la monnaie en circulation est émise et attribuée improprement. C'est ce qui se passe quand le système bancaire *monétise* la dette publique, ainsi que nous l'avons décrit ci-dessus. Nous reviendrons plus longuement sur ce phénomène au chapitre IX.

Les gens ont été exclus du niveau de décision le plus important, à savoir déterminer comment la richesse collective de la nation, fruit du travail de chacun, sera dépensée. Les dépenses massives pour les armes, les interventions militaires et les *pots-de-vin* légalisés pour des États clients, tout comme des dépannages de grosses entreprises qui profitent aux nantis bien branchés et creusent l'écart entre les riches et les pauvres, sont là quelques-uns des abus.

En quoi l'argent pompe les pauvres au profit des riches

De ce point de vue, je ne parle pas des plus pauvres, mais de la grande majorité des gens qui travaillent pour assurer leur existence et qui ont peu ou pas de capital. Le *piège de l'endettement* est le fléau de cette catégorie de gens. La dette, qui fait partie du système actuel, est doublement destructrice ; d'abord à cause de l'intérêt (usure) qui doit être payé pour pouvoir utiliser l'argent (le

crédit bancaire), et deuxièmement à cause de la caution qui doit être abandonnée lorsque la personne endettée n'est pas en mesure de rembourser (19). L'insuffisance chronique de monnaie garantit le fait qu'il y aura inévitablement des saisies. L'hypothèque (en anglais "mortgage" : pari contre la mort) ne peut pas garantir contre l'inévitable.

Tout le monde paie le coût de l'intérêt, y compris ceux qui n'empruntent pas directement. Le coût de l'intérêt est inclus dans le prix de tout ce que nous achetons, que ce soit du secteur privé ou public. La production de tout ce que nous achetons doit être financée d'une manière ou d'une autre et l'intérêt représente le coût de l'utilisation du capital financier. Margrit Kennedy donne quelques exemples qui illustrent le pourcentage des prix qui sert à payer l'intérêt sur le capital. Bien que ces exemples aient été pris en Allemagne, il est clair que le schéma se retrouverait dans tous les pays industriels, étant donné que leurs structures monétaires et financières sont fondamentalement les mêmes.

Kennedy montre que le coût de l'intérêt sur le capital, comme le pourcentage des tarifs payés par les usagers, était, en 1987, de 12 % sur le coût du ramassage des ordures ménagères, 38 % pour la facture d'eau, 47 % pour les canalisations et évacuation des eaux usées et un énorme 77 % pour les loyers municipaux (20). Elle fait aussi une comparaison entre l'intérêt payé et l'intérêt gagné par les ménages de la RFA de l'époque. Cette comparaison indique, comme on s'y attendait, que 80 % des ménages qui ont les revenus les plus faibles, paient en moyenne plus d'intérêts sur leurs dettes qu'ils ne gagnent d'intérêts sur leurs investissements. Les 10 % dont les revenus sont les plus élevés gagnent environ deux fois plus d'intérêts qu'ils n'en paient, et cette tendance augmente progressivement pour les plus riches de cette catégorie (21). Prêter de l'argent avec intérêts, que ce soit directement ou par le biais d'intermédiaires financiers, est l'un des mécanismes de base qui font que les riches deviennent plus riches et que les pauvres deviennent plus pauvres.

La monnaie véhicule de l'information, mais l'actuel système monétaire connaît un dysfonctionnement car il porte une information erronée. Si l'information est la qualité essentielle de la monnaie, la première question qui vient logiquement à l'esprit est : *"quelle sorte d'information porte-t-elle ou devrait-elle porter ?"* La réponse qui vient immédiatement à l'esprit est que la monnaie devrait informer sur le *mérite*. Si la monnaie permet à son détenteur de réclamer de la richesse à la collectivité, quel est le fondement de cette réclamation ? La possession d'argent devrait être la preuve que son détenteur a délivré une valeur à la collectivité et qu'il est, à ce titre, habilité à recevoir en retour une valeur équivalente.

Cependant, si la monnaie est émise de manière impropre, l'information qu'elle porte est polluée à la source même. En émettant de l'argent au bénéfice de clients improductifs ou privilégiés, du monopole monétaire, et en demandant des intérêts (usure), le système bancaire redistribue la richesse des producteurs vers des non-producteurs privilégiés. Durant les dernières décennies, la logique officielle a été de concentrer le pouvoir économique par un contrôle centralisé sur les moyens d'échange, en en limitant l'accès et en appliquant des prix exorbitants sur son utilisation (sous la forme d'intérêts usuriers).

Le piège de l'usure

Dans le récit de R.K. Narayan, *The Financial Expert*, le personnage principal est un homme appelé Maragaya, un petit prêteur qui mène son affaire sous un arbre devant l'agence bancaire. Maragaya est fasciné par l'idée de l'intérêt composé. C'est une idée qui lui sert bien, non seulement directement, en lui permettant de multiplier l'argent qu'il prête, mais en lui permettant aussi d'acquérir des biens ayant servi de garantie pour ces prêts, car, quelques-uns de ses clients, inévitablement, ne sont pas en mesure de le rembourser. C'est le tableau du piège de l'usure que Narayan décrit de manière émouvante :

Ils (les paysans emprunteurs) partaient par le bus du soir, en laissant leur acte d'hypothèque (à Maragaya), avec, en poche, trois cents roupies, le premier versement déjà prélevé à la source. Ce premier versement représentait la richesse réelle dont les possibilités de multiplication semblaient pouvoir s'étendre à l'infini. C'était comme le point de germination d'une graine, capable d'en produire des centaines d'autres. Prêter à nouveau cette marge à l'homme suivant, dans le cadre d'un modeste prêt, incluant un nouveau versement initial, prendre encore celui-ci et le prêter moyennant un autre versement et ainsi de suite... c'était comme la réflexion de deux miroirs opposés.

On ne pouvait vraiment pas voir la fin de ce processus. Il faisait partie du sentiment mystique que la monnaie engendrait chez Maragaya, sa forme concrète dans son coffre-fort sous forme de titres, de lingots d'or et de papier monnaie, de même que des terres arables distantes dont il était devenu le propriétaire parce que les emprunts d'origine n'avaient pu être remboursés, ou encore sous forme de maisons et d'immeubles de tailles et d'architectures différentes, obtenus en achetant de l'intérêt lors de ses

transactions à travers le mécanisme de saisie.

Il y eut beaucoup d'affolement et de déconvenues lorsque les tribunaux prononcèrent leurs ordonnances mais Maragaya ne s'en soucia jamais. "C'est ça les affaires", déclarait-il, "il leur revient de payer ce qu'ils doivent et de récupérer leurs maisons. Ils oublient qu'ils avaient demandé mon aide." Les gens n'empruntaient auprès de lui que lorsqu'ils y étaient contraints et quand ils ne trouvaient pas d'autre solution Maragaya était l'homme qui prêtait facilement. Il faisait le moins possible de formalités, mais il faisait payer les intérêt de tant de manières subtiles et les additionnait si adroitement qu'au moment où un homme signait ses titres, il était déjà plus ou moins perdu. Il ne pouvait jamais espérer retrouver ses biens, particulièrement s'il laissait un an ou deux s'écouler.

Il y avait des lois de recours contre l'endettement. Mais Maragaya en annulait les dispositions parce que les hommes pour lesquels les lois étaient faites étaient des collaborateurs enthousiastes du système, et tout ce qu'il mettait en place semblait correct sur le papier" (22).

Chapitre V

La désintégration des économies locales

"C'est par la destruction des communautés que les économies étatiques s'emparent de leurs colonies internes"

Wendell Berry (23)

Evolution historique de la manipulation des facteurs économiques

Le contrôle des affaires humaines passe d'abord par le contrôle des facteurs économiques (l'économie commande le politique) et les réalités économiques et politiques façonnent les structures de nos sociétés. L'étude de l'histoire montre que les élites dirigeantes ont progressivement développé une stratégie de contrôle sur chacun des facteurs premiers de la production : le travail, la terre et le capital. Conquêtes, pillages et esclavage demeurent encore aujourd'hui le mode dominant des affaires internationales. La brutale et grossière domination politique est de plus en plus critiquée parmi les nations de l'Ouest *civilisé*. Les méthodes utilisées sont plus raffinées, passant de l'assujettissement politique de nations par d'autres nations à l'exploitation, économique et financière, des peuples par des institutions supranationales. Le piège de la dette, s'il est plus *propre* que l'utilisation de la violence, n'en est pas moins tyrannique.

L'esclavage est le contrôle des travailleurs par la contrainte physique. Il a été couramment utilisé dans de nombreuses sociétés, même dans des pays dits *civilisés*, et il était caractéristique des États-Unis, notre pays *libre*, il y a encore une centaine d'années. A mesure que la civilisation a progressé, l'esclavage est devenu à la fois moins acceptable et moins rentable. En Angleterre, comme ailleurs en Europe depuis la Renaissance, la privatisation des terres (*enclosures*) est typique de la substitution du contrôle direct du travail par le contrôle des terres. La saisie des terres communales, desquelles dépendait une grande partie de la population pour sa subsistance, et l'attribution de ces terres aux seigneurs, ont privé les paysans de leur base indépendante d'existence en les obligeant à payer des loyers, le plus souvent sous la forme d'une partie de leur récolte. Du fait des restrictions d'accès aux terres et de la généralisation de loyers onéreux, les populations rurales ont émigré vers les villes.

Le développement de l'industrie a déplacé le centre vital de la production de la ferme et du village vers l'usine et la ville. Alors la mainmise capitaliste, sur les outils ou moyens de production, est devenu l'instrument du contrôle social. Dépossédés de leurs terres et de leurs outils, les gens ont été obligés de travailler pour de l'argent afin d'assurer leur subsistance. Pour la majorité cela signifie émigrer vers la ville et vendre sa force de travail aux propriétaires d'usines. La conjonction de ces facteurs a donné naissance à ce que l'on appelle maintenant *l'esclavage salarié*.

L'esclavage salarié perdure, mais les mécanismes de contrôle de l'économie et de maintien des privilèges sont devenus si subtils que très peu de gens les comprennent. Les facteurs économiques que sont le travail, la terre et le capital sont reliés par un facteur supérieur qui conditionne les processus d'échange et de substitution entre eux. Ce facteur, c'est l'argent.

Comme nous l'avons précédemment signalé, l'argent s'est progressivement désincarné et a perdu sa substance. Pendant des milliers d'années, et encore à l'époque de la constitution des U.S.A., la substance de cette monnaie était un métal précieux, l'or ou l'argent. Cette substance, émise sous forme de pièces, portait en elle-même une valeur. La seule question qui se posait pour les commerçants était celle qui avait trait au poids et à la qualité du métal proposé. Frapper des pièces était un moyen de certifier leur poids et leur qualité, facilitant ainsi les échanges.

Pour des raisons de sécurité et de commodité, la monnaie de papier a remplacé peu à peu la monnaie métallique en la représentant. L'utilisation de billets a facilité les échanges sur les marchés pendant que la valeur en métal précieux, correspondant à ces échanges, était conservée ailleurs. La monnaie de papier pouvait à tout moment être échangée contre sa valeur en métal précieux là où celui-ci était conservé. A mesure que la monnaie de papier a été reconnue et acceptée et que le besoin en moyens d'échange a commencé à excéder les montants des contreparties en métal, la tentation a été grande de fabriquer plus de monnaie-papier que sa contrepartie en métal. Ce qui a donné naissance à ce que l'on appelle le *fractional reserve banking*.

Cette pratique consiste en général à émettre des montants de papier-monnaie représentant plusieurs fois les montants de monnaie métal stockés dans les banques. Les abus ont rapidement provoqué des problèmes tels que paniques bancaires et banqueroutes. Les gouvernements sont naturellement intervenus pour ajuster et centraliser les systèmes bancaires, en devenant au passage les plus grands *abuseurs*. Ils ont commencé à émettre eux-mêmes la monnaie ou, comme aux U.S.A., ont permis la formation d'un cartel de banques (Federal Reserve System) avec l'aide duquel ont été financées les dépenses publiques excessives.

Quand les abus en matière monétaire sont devenus trop visibles, les gens ont voulu de façon croissante récupérer la contrepartie métallique de leur papier-monnaie, provoquant alors banqueroutes et paniques. La faillite ponctuelle d'une banque, bien que désastreuse pour ses dépositaires et ses investisseurs, n'avait pas d'incidence trop grave sur l'ensemble du système économique. Mais la centralisation de la monnaie et de la banque, loin de faire disparaître les abus, les a institutionnalisés au point de mettre en péril tout le système économique.

Les réserves en métal précieux allant en diminuant, les gouvernements et les banques centrales ont dû choisir entre réduire radicalement l'émission de papier-monnaie ou annuler sa convertibilité en monnaie métal. C'est systématiquement cette dernière possibilité qui a été adoptée (24).

Grâce au développement d'un moyen d'échange, qui peut être virtuellement créé à partir de rien et réparti selon des valeurs et des objectifs propres à ceux qui détiennent le pouvoir financier, il est maintenant possible pour une petite élite, à la fois dans et à l'extérieur du gouvernement, d'exercer un contrôle anonyme et imperceptible dans toutes les affaires humaines. Comme l'a dit le prix Nobel Frederick Soddy : "*La monnaie est maintenant le rien du tout que vous payez très cher avant d'obtenir quoi que ce soit* (25)."

La manipulation sociale par l'argent et la finance

Dans le même temps que l'argent se dématérialisait et se centralisait, les marchés devenaient de plus en plus prééminents à tous les niveaux de l'économie. Du niveau individuel au niveau de la collectivité, et du niveau régional jusqu'au niveau continental, les économies se sont spécialisées et, en conséquence, toujours plus dépendantes du marché financier. Cette prédominance des marchés est très différente des modèles historiques (et actuels) d'économies locales et régionales caractérisées par la diversité et l'autonomie. La diversité résulte de la multiplicité des compétences et des ressources, et l'autonomie est fondée sur la production, pour un usage immédiat plutôt que pour le *marché*, et par l'existence de mécanismes d'échanges internes beaucoup moins formels.

La spécialisation des fonctions peut être bénéfique jusqu'à un certain point, il en va de même pour le marché. On ne peut nier la validité du concept économique bien connu *d'avantage comparatif* qui est l'argument fondamental en faveur de la liberté du commerce. Cependant, les avantages de l'autonomie et de la diversité à tous les niveaux doivent être compris aussi bien pour les individus que pour les collectivités. S'ils veulent éviter de perdre tout contrôle sur leur qualité de vie, individus et communautés doivent éviter de dépendre toujours plus des marchés existants, dans lesquels les moyens d'échanges sont monopolisés et pervertis, et où les mécanismes financiers sont antidémocratiques.

Pour les habitants des pays industrialisés, tout est devenu marchandise. Même les bébés, le sang et les organes humains. Nous sommes devenus de plus en plus dépendants, pour la satisfaction de nos besoins élémentaires, de produits provenant de régions et de pays éloignés. Si nous étions sevrés de ces mécanismes de finance et de transport, auxquels nous sommes habitués, la majorité d'entre nous ne saurait trouver les moyens de survivre. Notre aliénation de la nature, de la production de base et de nous-mêmes se manifeste en désintégration de la société et de la nature.

La désintégration sociale

L'emprise croissante, sur nos existences, d'entités économiques et politiques abstraites et distantes, s'accompagne de la désintégration des structures sociales traditionnelles : la famille, le clan, la tribu, le village et la collectivité bio-régionale. Ces structures, dépossédées de leur pouvoir économique, ont perdu ainsi leurs fonctions politiques et sociales. Actuellement, dans notre société atomisée, le salarié doit faire acte d'allégeance à son employeur, la multinationale ou la bureaucratie. La majorité de ceux qui ne sont pas salariés dépendent des rentes ou de l'une ou l'autre des subventions ou aides sociales octroyées par les gouvernements, les fonds de retraite, etc.

La désintégration sociale en cours semble liée à l'impossibilité dans laquelle nous sommes de participer librement et efficacement à des processus décisionnels qui mettent en jeu nos existences. Tous les discours sur la démocratie et le *gouvernement par le peuple* dissimulent en fait la réduction progressive des libertés, tant politiques qu'économiques.

Les découpages, visiblement abusifs, des circonscriptions législatives aux U.S.A. et ailleurs sont une illustration probante de ce problème sur le plan politique. Ils ne semblent pas tant avoir pour objectif de favoriser tel ou tel des deux grands partis en présence que de limiter l'accès de diverses catégories ethniques, économiques et sociales à une réelle représentation dans le gouvernement. Cette homogénéisation politique du pays a pour effet d'empêcher que des porteurs de revendications légitimes puissent s'organiser politiquement et, ce qui est plus grave, oblitérer tout débat politique sur leurs préoccupations et les solutions qu'ils proposent. Il en résulte que seules les multinationales et

les intérêts financiers supérieurs ont voix au chapitre et peuvent influencer le gouvernement.

Pourtant il existe, en Europe et ailleurs, des gouvernements de type parlementaire qui utilisent la *représentation proportionnelle*. Ces pays possèdent de nombreux partis politiques représentant des intérêts particuliers. Ainsi une petite minorité peut être représentée avec seulement 5 % des suffrages et, loin d'être source de division, cette proportionnalité permet l'expression de différents points de vue (26).

Un des facteurs fondamentaux, qui semble limiter à la fois la liberté et l'efficacité de la participation, est celui du gigantisme. Comme l'explique l'économiste chilien Manfred Max-Neef :

Toute participation à un système gigantesque est absolument impossible ; cette participation ne peut s'opérer qu'à une échelle humaine – c'est-à-dire lorsque les gens ont un visage et un nom, lorsqu'ils signifient quelque chose les uns pour les autres et qu'ils ne sont pas de simples abstractions statistiques.

Il explique ensuite que la taille critique d'un groupe participant dépend de la fonction qu'il exerce, *"mais de toutes façons... il ne faut pas qu'il soit trop grand"* (27).

Si nous voulons renverser la tendance croissante à l'aliénation, nous devons commencer à nous organiser en petits groupes sociaux fonctionnels, qui rendraient à chacun d'entre nous son pouvoir et permettraient l'entraide et le soutien mutuels à un niveau significatif.

Chapitre VI L'argent et la Constitution américaine

"Aucun État (...) n'accordera de valeur légale en paiement des créances à d'autre monnaie que les pièces d'or et d'argent"

article 1^{er}, paragraphe 10, Constitution des États-Unis d'Amérique

Les articles de la Confédération des États-Unis d'Amérique prévoyaient initialement une fédération assez lâche de treize États souverains. Certains jugèrent ces articles inadaptés au destin de la nouvelle nation telle qu'ils l'envisageaient. L'adoption de la Constitution visait à renforcer la position des États fédérés, face aux nations étrangères, en déléguant certains pouvoirs au gouvernement fédéral, en particulier ceux de déclarer la guerre et de conclure des traités. La Constitution définissait avec soin les limites de l'autorité fédérale et cherchait à préserver le pouvoir des États et du peuple. Malgré une énumération précise des pouvoirs fédéraux, les tribunaux en ont donné des interprétations diverses au fil du temps, de sorte que le pouvoir s'est progressivement concentré sur l'État dont certaines actions semblent contredire les objectifs de la Constitution.

Inscrits dans la Constitution, les accords des États en ce qui concerne l'argent sont d'un intérêt particulier. L'article 1^{er}, paragraphe 8, énumère les différents pouvoirs du Congrès, dont celui de *"frapper monnaie, d'en régler la valeur, ainsi que celle des pièces étrangères, et de fixer les critères de poids et de mesures"*.

Pour comprendre le sens de cet extrait, il convient de comprendre le contexte de l'époque ainsi que son langage. La forme d'argent que nous utilisons n'existait pas alors. Lors de la rédaction de la Constitution, l'argent se présentait sous forme de pièces d'or et d'argent, alors qu'aujourd'hui, il a pris la forme de crédit bancaire représenté par des billets et des pièces de métaux non précieux. Le Congrès avait donc le pouvoir de frapper des pièces de métaux précieux, de poids et de qualité déterminés, et ainsi de *régler la valeur* du dollar. Il n'avait pas le pouvoir d'imprimer de l'argent papier ni de créer d'autres formes de *monnaie courante*.

L'intention des Pères Fondateurs apparaît plus clairement dans un autre passage de la Constitution qui impose certaines limites aux pouvoirs des États. Article 1^{er}, paragraphe 10 :

Aucun État ne signera de traité, d'alliance, de confédération ; n'accordera de lettres de marques ou de représailles ; ne frappera monnaie ; n'émettra des billets de crédit ; n'accordera de valeur légale en paiement des créances à d'autre monnaie que les pièces d'or et d'argent..."

L'intention explicite était de standardiser la frappe des pièces en confiant ce pouvoir au Congrès. Le paiement des dettes devait s'effectuer au moyen des seules pièces d'or et d'argent. Le créancier pouvait éventuellement accepter d'autres formes de paiement, mais ne pouvait légalement les exiger du débiteur, c'est-à-dire en faire une monnaie courante.

Les lettres de crédit étaient des billets à ordre comme ceux émis par les Colonies (États), et qui circulaient couramment comme monnaie d'échange avant l'Indépendance. Les Colonies mettaient en circulation, puis dépensaient, des quantités excessives de ces billets par rapport aux revenus des taxes disponibles pour les racheter. Ces abus eurent pour conséquence une forte dévaluation des devises coloniales, ce qui entraîna la misère. Pendant la période révolutionnaire, le Congrès continental émit une monnaie de papier appelée le *continental* qui fit l'objet d'abus de même ordre, d'où le dicton : *Cela ne vaut pas un continental*.

En inscrivant les termes précités dans la Constitution, les Pères Fondateurs visaient à prévenir une récurrence des catastrophes monétaires passées. S'il n'était pas spécifiquement interdit au gouvernement fédéral d'émettre des lettres de crédit, ce pouvoir ne lui était pas pour autant officiellement conféré. De fait, une première version de l'article 1^{er}, paragraphe 8, mentionnait le pouvoir *d'émettre des lettres de crédit* (monnaie papier), mais cette mention fut supprimée dans la version définitive.

La consolidation du pouvoir par l'argent

Il serait alors probablement anticonstitutionnel pour le Congrès de faire directement ce qu'il fait autrement par l'intermédiaire de la Réserve Fédérale, à savoir d'émettre de la monnaie sur la base d'une promesse de paiement. L'émission de *greenbacks* par le Trésor des États-Unis sous Abraham Lincoln, pendant la guerre de Sécession, en est une bonne illustration. Au lieu d'emprunter aux banques à des taux d'intérêts exorbitants pour financer la guerre, Lincoln fit mettre en circulation (dépenser) par le Trésor une monnaie papier. Ces *billets verts* furent controversés aussi longtemps

qu'ils existèrent. Si Lincoln parvint à épargner aux contribuables le coût des intérêts en imprimant des billets au lieu d'emprunter, il usurpa du même coup un pouvoir que les Pères Fondateurs n'avaient jamais eu l'intention de lui confier.

Au terme de la guerre de Sécession, les institutions bancaires prirent des dispositions pour qu'une initiative aussi coûteuse (pour elles) ne se reproduise pas. Elles trouvèrent un moyen pour que le gouvernement fédéral ait ce qu'il voulait (des possibilités de dépenses illimitées) tout en accroissant leur richesse et leur pouvoir. Ainsi, le gouvernement fédéral a pu contourner les limites que lui imposait la Constitution, quant à la monétisation de sa dette, en collaborant avec les intérêts bancaires transnationaux pour redéfinir et manipuler le moyen d'échange (l'argent) et son affectation au sein de l'économie.

Les choses ont commencé avec le National Bank Act de 1863, loi qui exigeait que chaque banque achète des bons du Trésor pour une somme en dollars égale au tiers de son capital et de ses excédents (28). Cette collusion entre banquiers et politiciens se précisa encore, en 1913, avec la mise en place du système de Réserve Fédérale et se trouva ensuite légitimée par l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale. La Réserve Fédérale annonça alors sa décision de fournir au Trésor l'argent nécessaire au financement de la guerre. Elle accepta d'acheter les bons du Trésor en quantité illimitée au taux établi et de les revendre au même taux (29). Dans l'après-guerre, le recours à des mécanismes monétaires pour traiter les imprudences fiscales (budgétaires) était devenu habituel. C'est ce qui contribua plus que tout autre chose à saper le processus démocratique aux U.S.A. et permit l'émergence de l'impérialisme américain sous le contrôle d'une élite.

Au fil du temps, les autorités monétaires se sont arrangées pour redéfinir discrètement le dollar qui, d'un poids d'or spécifique, devint une unité de crédit bancaire sans valeur définie. Si le gouvernement fédéral exerce en apparence son contrôle sur la Banque centrale (système de Réserve Fédérale) et réglemente l'entreprise bancaire, c'est plus probablement l'inverse qui se produit dans les faits. Comme le dit le proverbe, *celui qui paie les sonneurs décide de la danse*. Il serait naïf de croire que les contributions de riches personnages et corporations aux campagnes politiques n'achètent pas l'influence. Non seulement le pouvoir s'est déplacé du niveau local vers le niveau fédéral, mais il a été privatisé, accaparé par la classe dirigeante de la monnaie et de la finance.

La civilisation occidentale atteint un seuil critique. La phase impériale de la civilisation touche à son apogée. Permettre qu'elle progresse encore jusqu'à sa pleine logique serait autoriser une tyrannie mondiale, bien au-delà de celle qu'imaginait Orwell, et vendre l'âme de l'humanité au profit d'une nouvelle féodalité faite d'excès de biens matériels pour certains, de confort pour quelques-uns, de précarité et d'esclavage pour le plus grand nombre.

Le seul moyen de garantir un avenir de liberté, de dignité, de santé et de réalisation du potentiel humain consiste à mettre en place un mode d'échange équitable et à disperser le pouvoir financier. La seule manière possible d'y parvenir est, à mon sens, la création, sur initiative populaire ou privée, de mécanismes d'échanges mutuels au niveau de la collectivité, gérés localement et démocratiquement.

La fin des empires

Si, au cours des derniers millénaires, la tendance dominante de la civilisation visait à centraliser le pouvoir entre les mains d'un nombre toujours plus réduit de personnes, certains signes montrent qu'aujourd'hui la civilisation s'oriente vers la décentralisation et le contrôle local. Alors même que l'ombre du *Grand Frère* se fait plus menaçante et que la perspective d'une tyrannie mondiale apparaît chaque jour plus probable, nous voyons poindre un tournant majeur.

Divers réseaux d'entraide commencent à émerger. Le village, le quartier, la famille, la ferme et la collectivité reprennent aujourd'hui davantage d'importance en tant que centres d'éducation et d'activité économique. Si les ateliers de fabrication se sont très largement déplacés vers des pays pauvres, ils se sont dans le même temps décentralisés. Bon nombre de grandes entreprises constituent des équipes et leur permettent de décider de leurs méthodes de travail.

Alors même qu'elles paraissent consolider leur pouvoir, les institutions de pouvoir centralisé se désintègrent de l'intérieur. Le monde a été surpris par le soudain effondrement du bloc de l'Est qui semblait autrefois aussi monolithique qu'indestructible. Les anciennes identités culturelles refont surface, germe autour duquel un nouvel ordre commence à se cristalliser. Mais cette centralisation subsidiaire, autour des identités historiques, sera probablement la transition vers l'apparition à la fois d'une conscience globale et de la renaissance de solidarités locales. Il semble probable que l'État-nation en tant qu'institution politique dominante vive ses derniers jours.

Il faut savoir que les structures économiques, sociales et politiques sont interdépendantes et se déterminent mutuellement. Elles englobent le *tissu culturel*. Dans notre société hautement mobile et atomisée, nous en sommes venus à dépendre de structures qui s'opposent aux valeurs humaines

et libératrices. Toute tentative, pour faire face à la *méga-crise* ou pour transformer la réalité socio-économique, doit procéder d'une vision holistique. Leur finalité et les liens entre la propriété de la terre, l'argent, la banque, les finances et la fiscalité doivent être parfaitement compris. La transformation exige non seulement une compréhension plus profonde des mécanismes de spéculation foncière, de la création monétaire et de l'accumulation coercitive des richesses, mais aussi un changement radical de nos attitudes et présuppositions.

Chapitre VII

Rétablir l'intégrité des collectivités et de l'économie humaine

"L'esclavage salarié persistera aussi longtemps qu'un homme ou une institution sera maître des hommes ; il prendra fin quand les ouvriers apprendront à placer la liberté avant le confort."
G.D.H. Cole (30)

Les solutions aux problèmes mondiaux exigent une perspective mondiale et une interaction mondiale, ce qui n'implique pas nécessairement qu'il nous faille une autorité mondiale centralisée dotée d'un pouvoir coercitif. Nous disposons d'ailleurs de preuves suffisantes pour démontrer que toute autorité centrale est peu sensible aux besoins locaux. Un gouvernement réagit d'autant moins aux problèmes locaux qu'il en est plus éloigné. La concurrence entre ces États-nations a souvent été cause de misère humaine par le truchement des guerres. Nous ferions mieux, à l'époque actuelle, d'imaginer une pyramide de communication et de coopération où les petites unités sociales qui en constituent la base seraient investies du pouvoir.

Dans son étude pour un nouveau modèle économique, Manfred Max-Neef énumère neuf besoins fondamentaux de l'homme répartis en deux catégories ; les besoins relevant de *l'avoir* et les besoins relevant de *l'être*. Ce sont les besoins de *permanence ou de survie; de protection; d'affection ou d'amour; de compréhension; de participation; le besoin de loisir; de création; d'identité; de liberté*.

Il remarque que les pays industrialisés sont plus aptes à satisfaire les besoins relevant de *l'avoir*, à l'inverse des pays moins développés, souvent plus aptes à satisfaire les besoins de *l'être*. Il affirme qu'il est possible d'organiser des systèmes économiques capables de pourvoir à tous les besoins humains (31).

Collectivités saines, monde sain

Pour atteindre ce but, il convient de s'orienter vers des structures et mécanismes proposant davantage de liberté individuelle ainsi qu'une participation plus large et plus tangible. La participation effective n'étant possible qu'au sein de petits groupes, l'effort devra porter sur le renforcement des collectivités locales et des associations bénévoles. Ces cellules poseront, à mon sens, les fondations d'un ordre nouveau qui sera à la fois humain et durable.

Tout comme une personne saine, une économie locale saine se caractérise par une diversité de compétences et de ressources, une bonne mesure d'autonomie et d'autodétermination. La prise en main du pouvoir économique exigera un désengagement partiel par rapport à l'actuel système financier mondial, ainsi que la mise en place de moyens d'échange gérés localement et de manière démocratique.

En matière de stratégie de développement économique, la mode, en vigueur depuis de nombreuses années, consiste à convaincre une grande entreprise de s'implanter dans le pays pour amener des capitaux et créer des emplois. La chose semble parfaitement raisonnable en apparence mais, dans bien des cas, on a tendance à négliger le coût de cette équation. C'est tout particulièrement vrai quand ces coûts se chiffrent en termes sociaux et écologiques plutôt qu'en termes d'argent. Cependant, même en termes financiers, l'expérience s'est avérée moins bénéfique que prévu pour de nombreuses collectivités. Les bénéfices escomptés se perdent trop souvent, en partie ou en totalité, dans la concurrence qui oppose les communes entre elles, les déductions fiscales et autres concessions nécessaires pour appâter les entreprises. En prenant conscience de ces coûts, et des coûts en services publics qu'entraînent les besoins de l'entreprise nouvelle, de nombreuses collectivités sont amenées à s'interroger sur l'efficacité de cette stratégie.

Deux stratégies fondamentales

Que faire si l'on renonce à cette stratégie de recrutement de capitaux ? Une tendance se dessine actuellement en matière de développement économique, tendance qui poussera les collectivités à compter davantage sur leurs propres ressources, à mettre l'accent sur la qualité de vie, à entreprendre des restructurations dans des domaines où elles sont aujourd'hui soumises à l'exploitation extérieure, passant par l'apport d'argent et le crédit bancaire, les taux d'intérêt en vigueur et les sommes engagées par l'État central ou la région dans les collectivités concernées.

Quelles mesures pratiques peuvent être prises pour protéger les économies locales des effets pervers consécutifs aux machinations financières, et pour leur rendre une part d'autonomie locale ? Il existe deux orientations possibles :

- réduire la dépendance envers l'argent et les marchés spéculatifs,
- et/ou amener l'argent et les marchés sous un contrôle local démocratique.

Une stratégie efficace exigera sans doute un mélange des deux. Réduire la dépendance envers l'argent et les marchés implique certains ajustements. Au niveau individuel, il convient de se libérer de la mentalité de consommateur, de distinguer les besoins réels des désirs conditionnés, d'éliminer les dépenses visant à se rassurer, de diversifier ses talents et ses capacités, d'apprendre à faire soi-même, à faire avec moins, voire à faire sans et, surtout, il convient de créer des relations de soutien mutuel avec des personnes partageant les mêmes vues. Parallèlement, les collectivités devront évaluer leurs propres ressources, prendre des mesures pour réduire la quantité de valeurs importées et substituer la production locale aux importations afin de diminuer leur besoin d'exporter pour accroître leurs réserves en argent.

Qui dit petit et local dit beau

Même le plus pauvre d'entre nous peut exercer un certain pouvoir par les décisions d'achat qu'il prend au quotidien. Chaque dépense effectuée équivaut à un vote. Quelle que soit la quantité d'argent dont on dispose, il est important de prendre conscience que nos choix, en matière de dépenses, contribuent largement à déterminer non seulement les produits et services que propose le marché, mais aussi la qualité de vie de la communauté. Si le prix d'une chose est l'un des premiers critères à prendre en compte, ce n'est en revanche pas le seul.

Il convient aussi de s'interroger sur les commerces que l'on cautionne. Le dicton connu, *"charité bien ordonnée commence par soi-même"*, ne manque pas de sagesse. On pourrait lui adjoindre ce corollaire pertinent : *"la prospérité commence chez soi."* La première maxime pourrait être comprise comme *traitez les problèmes qui vous touchent de plus près*, et la seconde comme *soutenez les entreprises de vos amis et de vos voisins*.

Les commerces locaux dépensent la majeure partie de leurs bénéfices localement, contrairement aux grandes chaînes de magasins et aux propriétaires, absents, qui exportent ailleurs la majeure partie de leurs bénéfices, générant des capitaux toujours plus importants et capables de fausser les rapports économiques en tous lieux. S'ils sont en mesure de proposer des prix plus bas, il s'agit le plus souvent d'une fausse économie. Nous devons nous demander à quel prix ils proposent ces réductions. C'est généralement aux dépens de l'environnement, des conditions de travail des employés et des rapports humains.

Parce qu'elles contrôlent tant d'emplois et une telle masse financière, les chaînes de magasins et les grandes entreprises créent une dépendance envers elles. Une puissance économique écrasante leur permet d'exercer un pouvoir politique et de dominer une collectivité. Elles ont les moyens d'acheter l'influence politique, de négocier des réductions fiscales, de faire pression pour obtenir des dérogations en matière de zonage, de sécurité au travail, de sécurité de l'emploi et de protection de l'environnement.

Il apparaît aussi de plus en plus clairement que, si la croissance continue et l'urbanisation exponentielle profitent à certains privilégiés comme les propriétaires fonciers, les entrepreneurs de travaux et les agents immobiliers, elles s'avèrent souvent nuisibles à la collectivité dans son ensemble. Il convient donc d'en examiner les effets pervers. En premier lieu, elles génèrent des coûts supplémentaires en services et en infrastructure : lutte contre l'incendie, police, eau, égouts, construction et entretien des routes à des coûts qui peuvent excéder les suppléments d'impôts perçus. Vient ensuite le coût de la vie qui peut augmenter en raison de *l'embourgeoisement*, de la demande accrue en logements et autres ressources locales limitées. En troisième lieu vient le coût en dégradation de la qualité de vie : accroissement des embouteillages et du bruit, pollution de l'air, de la terre et de l'eau, disparition des fermes, des forêts, des prairies et marais et, enfin, anonymat et aliénation de la population.

Les commerces de proximité dont les propriétaires résident sur place sont plus susceptibles d'avoir recours à des fournisseurs locaux, ce qui réduit les frais de transport et son coût écologique, tout en stimulant l'industrie locale. Ils sont plus susceptibles d'employer de la main d'oeuvre locale et renforcent la culture et l'originalité de la collectivité (32).

Comment amener l'argent sous contrôle local

Certains chapitres à venir présentent des propositions concrètes pour amener l'argent et le marché sous contrôle local démocratique. Ces propositions, qui peuvent être mises en oeuvre au niveau local par des groupes volontaires, s'efforcent d'intégrer les principes et idéaux évoqués précédemment. Certaines de ces idées ont déjà fait l'objet d'expériences partielles alors que d'autres sont, à ma connaissance, entièrement originales.

Les types de systèmes d'échanges qu'impliquent les considérations exposées ici sont tout à la fois autorégulés et indépendants de tout contrôle extérieur de l'État ou d'un quelconque pouvoir central. Pour employer une métaphore biologique, ils fonctionnent comme des organismes autonomes. Ce qui implique une approche décentralisée dans laquelle la création et l'extinction de

l'argent (symbole) sont directement liées à la création et au transfert de valeur (la réalité que l'argent représente). Dans ce genre de système, la quantité d'argent (symbole) doit s'ajuster automatiquement aux augmentations et diminutions de la valeur et de la quantité des biens et services échangés. Le processus de création d'argent doit être libre et accessible ou *convivial*, pour employer le terme d'Ivan Illich. Il doit aussi être libre de dette comme d'intérêts. Si l'argent était appelé à devenir un symbole de mérite dès l'instant de sa création, le producteur de valeur économique serait adéquatement récompensé de ses efforts et de ses compétences, ce qui encouragerait la production. Dans le même temps, la production resterait écologiquement saine puisque l'argent, au sein d'un système convivial, est plus facilement disponible et perd de son pouvoir d'entraîner les gens dans des conduites d'autodestruction. L'argent serait alors le produit de la coopération individuelle au sein de communautés effectives.

Banque communautaire et libération de l'argent

On peut envisager l'apparition concomitante de deux types de systèmes d'échange distincts. Ces systèmes seront complémentaires. Le premier sera de type limité, local, *léger* et *personnel*, à la manière du LETS (Local Employment and Trading System) de Michael Linton qui, de fait, monétise le crédit social (*). Ce sont des systèmes de crédit mutuel. Ils sont destinés à faciliter les échanges intermédiaires, ceux qui se situent entre le processus d'échange informel du clan et le marché anonyme. Les systèmes de crédit mutuel sont par essence des systèmes *personnels*, en ce qu'ils opèrent au sein d'un groupe de gens relativement restreint où chacun peut faire la connaissance de l'autre, de sorte que les rapports restent personnels.

L'autre type de système relève du système *impersonnel*, nécessaire aux échanges entre individus appartenant à des unités sociales différentes comme au commerce avec des personnes étrangères. Si ces caractéristiques se retrouvent dans l'actuel système de monopole mondial, le système modifié que j'envisage s'en distinguera de manière significative.

Toutefois, il devrait être possible, à un moment donné, de rassembler les monnaies locales et les systèmes de crédit mutuel en un réseau couvrant une vaste zone géographique et une population totale très importante. On pourrait même envisager un réseau mondial, ce qui limiterait au minimum le recours au système anonyme.

Le but avoué des systèmes monétaires sous contrôle central consiste à adapter l'apport d'argent aux besoins de l'économie, mais ces *besoins de l'économie* n'ont jamais été clairement définis en termes monétaires et, comme nous l'avons vu, les mécanismes de contrôle n'ont jamais profité qu'à une classe privilégiée restreinte. Le volume d'argent, ou crédit disponible, à un moment donné, devrait refléter avec précision la richesse en biens et services disponibles à court terme. C'est là un principe que le monopole financier a négligé, mais qui doit être pris en considération pour fonder un système d'échange local sain.

Pourquoi des monnaies locales ?

Les principaux avantages des monnaies locales sont les suivants :

- elles ont tendance à circuler que dans la zone limitée de la communauté ;
- elles peuvent être créées localement en fonction des besoins de l'économie locale ;
- elles encouragent donc la population locale à s'approvisionner localement plutôt qu'à acheter ailleurs.

Lorsque certains besoins demeurent insatisfaits, il convient d'abord de se demander si c'est par manque de compétences, de ressources ou de motivation, ou si c'est par manque d'argent. Beaucoup de *bon travail* ne se fait pas parce que ceux qui seraient motivés pour le mettre en œuvre n'en ont pas les moyens ; beaucoup de *mauvais travail* se fait parce que cela sert les intérêts égoïstes de ceux qui ont de l'argent et que d'autres, qui ont besoin d'argent pour vivre, se laissent à leur tour convaincre de le faire. La rareté systémique et systématique de l'argent officiel a des effets destructeurs que l'introduction en supplément de monnaies locales peut pallier.

La monnaie officielle est fournie en quantité limitée. Elle est créée par des organismes peu, voire pas du tout, sensibles aux besoins des populations locales. La monnaie officielle peut circuler très largement. Il est aisé de la dépenser pour acheter des biens et des services dans des contrées lointaines. Et cet argent dépensé en dehors de la communauté locale n'est plus disponible pour faciliter le commerce en son sein. Il doit être remplacé en attirant de l'argent de l'extérieur, soit par l'exportation de produits locaux ou de main d'œuvre, soit en faisant venir des touristes ou des entreprises pour qu'ils dépensent sur place.

Le principal avantage de la monnaie officielle tient à son universalité qui la rend éminemment flexible et dépensable ; mais c'est aussi son principal défaut du point de vue de l'autosuffisance et de l'intégrité économique au niveau local. Ajouté au manque de compétences et de ressources

naturelles, c'est le fait que l'argent, nécessaire pour mettre la demande en contact avec l'offre, s'en est allé ailleurs qui explique le plus souvent le chômage et la stagnation économique locale.

Une monnaie locale a, par sa nature, un champ d'action limité. Etant reconnue dans une zone limitée, elle a tendance à être créée, gagnée et dépensée dans cette seule zone. Cette donnée tend à favoriser les producteurs locaux qui l'ont acceptée, et le rayon limité de sa circulation fait que celui qui achète a davantage de chances de regagner les sommes dépensées. Ainsi, les monnaies locales stimulent localement la production et l'emploi.

De même que la digue protège le port des effets extrêmes de la mer, la monnaie locale protège l'économie locale des effets extrêmes du marché mondial et des manipulations du monde centralisé des finances. La dépendance totale envers les monnaies officielles et les conditions de concurrence du marché mondial réduisent toutes les communautés au plus petit commun dénominateur en matière de qualité des produits, d'environnement et de conditions de travail. Les monnaies locales font, au contraire, office de protection en permettant aux communautés de réaliser leurs propres valeurs et de maintenir une bonne qualité de vie.

La monnaie locale n'a aucune raison de se raréfier puisqu'elle est créée par les citoyens eux-mêmes au cours de leur commerce. Dès l'instant où deux personnes souhaitent faire commerce, elles peuvent le faire, même si elles n'ont pas d'argent. La monnaie locale, ou l'unité de crédit, est créée lorsque la transaction a lieu.

MONNAIES LOCALES: DEMOCRATIES VITALES

moyens de lutte pour regagner le marché libre et l'intérêt commun

NOTES de L'AUTEUR

et notes de la traduction (NDLT)

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre I

- (1) Jacques RUEFF, *L'âge de l'inflation*, Ed. Payot, 1963, titre de l'introduction d'après l'édition américaine de 1964.
- (2) James LOVELOCK, *The Ages of Gaia*, Ed. Norton, New York, 1988.
- (3) *Ancien testament*, Hébreux 11. 1.
- (4) Dans un sens moins *matériel*. Les moyens d'échange, qui représentent des choix individuels, ne se présentent pas sous forme d'or ou d'argent, ni même du papier, mais d'informations et pulsations électroniques qui se déplacent de lieu en lieu à la vitesse de la lumière. De tels transferts de valeurs sont monnaie courante (sans jeu de mots...NDLT) dans le système bancaire de nos jours. Néanmoins, le crédit des peuples, c'est-à-dire la valeur du travail, est revendu (aux peuples) avec intérêts, comme si c'était de l'or ou de l'argent.
- (*) Cette monnaie endettée pousse effectivement l'économie à être davantage motivée par la dette (qui incite à la spéculation financière) que par les besoins et les ressources de la société. (NDLT)
- (**) Les historiens nous expliqueront peut-être qu'un autre monopole existait avant celui de la frappe de monnaie : celui de la force armée. Peu importe. (NDLT)
- (***) Que celui-ci soit exercé de manière publique ou anonyme. (NDLT)
- (****) Petit détail inachevé de la Révolution française qui a pourtant impressionné le monde entier. (NDLT)

Chapitre II

- (5) BILGRAM, Hugo et L.E. LEVY, *The Cause of Business Depressions*, J.B. Lippincot Company, Philadelphia, 1914, p. 95.
- (6) *ibid.*
- (7) Le LETS (en français SEL, Système d'échange local) sera décrit en détail dans le chapitre X.
- (8) E.C. RIEGEL, *Flight from Inflation : The Monetary Alternative*, The Heather Foundation, Box 4, Waterford, VA 22190, U.S.A., 1978, p. 15-16.
- (9) E.C. RIEGEL, *Private Enterprise Money : A Non-political Money System*, Harbinger House, New York, 1944.
- (10) Ce point sera expliqué dans le chapitre IV.

Chapitre III

- (11) *Ancien Testament*, Timothée, 6, 10

Chapitre IV

- (12) *Modern Money Mechanics*, Federal Reserve Bank of Chicago, 1922, p. 3.
- (13) Une excellente description très simple du fonctionnement de la Réserve Fédérale qui fait autorité : Margaret THOREN, *Figuring out the FED*, (1985), 1993 : disponible à Truth in Money, Inc., P.O. Box 30, Chagrin Falls, Ohio 44022. U.S.A.
- (14) *Two Faces of Debt*, Federal Reserve Bank of Chicago, 1992, p. 17.
- (15) *The Federal Reserve System : Purposes and Functions*, Board of Governors of the Federal Reserve System, Washington DC, 1961, p. 7.
- (16) On trouve une explication plus complète, mais simple et directe, du processus de création de la monnaie dans : Theodore THOREN and Richard WARNER, *The Truth in Money Book*, édité par Truth in Money Inc., P.O. Box 30, Chagrin Falls, Ohio 44022, U.S.A.
- (17) *Modern Money Mechanics*, Federal Bank of Chicago, 1992, p. 3.
- (18) *Green Revolution*, vol. 34, n°10, décembre 1977. Se reporter à l'annexe A pour un exposé plus complet, du point de vue de Borsodi, sur la banque en tant que profession et sur des propositions de réforme bancaire.
- (19) Pour une explication sur la différence entre l'intérêt et l'usure, voir mon ouvrage précédent, *Money and Debt : A Solution to the Global Crisis*, deuxième édition, 1990, Thomas H. Greco éditeur, P.O. Box 42663, Tucson, Arizona 85733, U.S.A.

(20) Margrit KENNEDY, *Interest and Inflation-free Money*, Permakultur Institute, Steyerberg, Allemagne, 1988. Fig. 3, p. 14. (*Geld ohne Zinsen und Inflation*, Goldmann, Munich, 1994, pour l'édition en allemand, *Libérer l'argent de l'inflation et des intérêts*, Vivez Soleil, Genève, 1996, pour l'édition en français).

(21) *ibid.* fig. 4, p. 15.

(*) Citons ici Norman O. BROWN, *Life against Death*, 1959, traduction de l'américain, *Eros et Thanatos*, éditions Denoël, Paris, 1972, in chapitre *Le lucre immonde*, p. 308-309. "*L'institution de l'intérêt, comme l'institution de la monnaie basée sur l'or et l'argent, est contemporaine de la civilisation urbaine. En fait, Heichelheim propose de considérer l'institution du capital productif d'intérêts comme le facteur clé stratégique du phénomène économique appelé révolution urbaine. (...) Si l'on va au fond des choses, on est amené à dire que le moyen terme qui relie en réalité l'argent à tout le domaine du sacré est le pouvoir (la puissance sociale). La théorie économique classique, avec son modèle de parfaite compétition, ignore le facteur du pouvoir. Ruskin, que Mumford a eu bien raison de ressusciter en le considérant comme "l'économiste essentiel de l'ordre biotechnique": "L'économie mercantile, dit-il,... c'est l'accumulation, entre les mains des individus, du droit légal et moral sur le travail d'autrui, et du pouvoir sur ce travail." "Sous le nom de richesse, ce qu'on désire, en réalité, c'est l'exercice du pouvoir sur d'autres hommes."* On peut aussi se référer à Bertrand de Jouvenal, in *Du pouvoir*, Hachette, Paris, 1972, p. 54. (NDLT)

(22) R.K. NARAYAN, *The Financial Expert.*, University of Chicago Press, Chicago, 1981.

Chapitre V

(23) Wendell BERRY, *Does Community have a Value ?*, in *Home Economics : Fourteen Essays*, Farrar, Straus and Giroux, New York 1987.

(24) C'est à ce moment-là que la distinction aurait dû être faite entre unité de compte et forme de paiement. Le dollar, par exemple, en tant qu'unité de compte, aurait pu se définir par rapport à une quantité constante d'or fin, tandis que les billets et les crédits d'État ou de banque auraient été l'unique moyen de paiement. Mais la valeur de ces billets et crédits, en terme d'or métal, aurait dû être déterminée par le marché, et non par décret.

(25) texte original : "Money now is the NOTHING you get for SOMETHING before you can get ANYTHING". (NDLT)

Frederick SODDY, *The Role of Money*, 1935. Le contexte de cette citation est significatif : "*Le pouvoir financier, qui s'est permis de dominer des gouvernements ostensiblement responsables, n'est pas seulement le pouvoir des purs ultra-riches. Ce n'est rien d'autre qu'une nouvelle façon de créer et de détruire la monnaie par addition et soustraction de chiffres comptables à la banque, sans le moindre regard sur les intérêts de la collectivité ni sur le rôle réel que la monnaie devrait y jouer ...*"

Voir aussi d'autres analyses de SODDY dans *Health, Virtual Health and Debt*, 3^e édition, Omni Publications, Hawthorne, California, 1961, d'après la 2^e édition, 1933.

(26) Peut-être les États pourraient-ils concevoir la représentation législative, non seulement géographiquement mais, davantage, sur la base des affinités spontanées : le citoyen choisirait l'organisation à travers laquelle il voudrait voter. Chaque organisme aurait sa taille minimale et le droit d'élire son délégué.

(27) Manfred MAX-NEEF, *Reflexions on a Paradigm Shift in Economics*, in *The New Economic Agenda*, Mary Inglis et Sandra Kramer, Findhorn Press, The Park, Forres IV36OTZ, Scotland, 1985, p. 147-148. Parmi d'autres ouvrages sur le thème de la dimension humaine :

- Léopold KOHR, *The Breakdown of Nations*, Dutton, New York, 1957, 1978) ;

- Kirkpatrick SALE, *Human Scale*, Coward, McCann & Geoghegan, New York, 1980 (pour l'Europe, Secker and Warburg, London, 1980)

Chapitre VI

(28) William DUNKMAN, *Money, Credit and Banking*, Random House, New York, 1970, pp. 284-285.

(29) *ibid.*, pp. 360-363.

Chapitre VII

(30) G.D.H. COLE et W. MELLOR, *The Meaning of Industrial Freedom*, George Allen and Unwin Ltd, Londres, 1918, p. 4. Cité par Erich Fromm dans *The Sane Society*, p. 249 (*Société aliénée et société saine*, Le Courrier du livre, 1956).

(31) Manfred MAX-NEEF, *op. cit.*, pp. 147-148.

(32) On pourrait s'étendre plus longuement sur ce sujet, mais il est adéquatement traité par d'autres. On trouvera de bonnes sources d'information auprès des organismes suivants :

- **Missouri Community Economic Development**, 628 Clark Hall, University of Missouri,

Columbia, MO 65211, U.S.A.

- **Oregon Marketplace**, 1004 W., 23rd Ave., Suite 300, Portland, OR 97210, U.S.A.

- **Industrial Cooperative Association** (ICA), Community Economic Development Program,
58 Day Street, Suite 203, Sommerville, MA 02144, U.S.A.

(*) En français, les LETS sont appelés SEL (systèmes d'échange local). Bien que cette appellation donne l'impression qu'il s'agit de troc, ce n'est pas le cas ; *systèmes d'économie locale* serait un terme plus approprié. (NDLT)